

Éditorial

A la veille du premier tour des élections présidentielles et pour la première fois dans l'histoire de la République, la question énergétique figure en bonne place dans le débat. Bien entendu et comme toujours en France, elle se concentre sur la question de la production d'électricité, tant est passée complètement dans l'inconscient collectif la double simplification pour le moins hâtive : questions énergétiques = questions de production d'énergie suivi de : choix de moyens de production énergétique = choix de production d'électricité.

Il faut reconnaître que le choc psychologique considérable porté par la catastrophe de Fukushima à la confiance toute relative qu'affichaient déjà nos concitoyens aux rododromes du président actuel, à la morgue de son administration et à la « communication » de l'industrie nucléaire nationale explique en partie la focalisation du débat énergétique sur la filière nucléaire.

C'est une bonne nouvelle, puisque le débat sur ce point n'avait pratiquement jamais, jusque là, atteint la place publique, et provoqué des prises de position de la plupart des candidats à la présidentielle, même si ce débat a mis sur la place publique l'incompétence totale de nombre d'intervenants et la duplicité de certains autres.

C'en est une moins bonne, dans la mesure où la question du nucléaire n'est évidemment qu'une sous question d'une question beaucoup plus vaste, celle de la transition énergétique. Il s'agit en effet de permettre à la fois le développement des sociétés émergentes et en développement, de restreindre au mieux nos ponctions de ressources fossiles et de diviser par deux les émissions mondiales de CO₂ avant 2050. Mais dans l'ambiance de renoncement tacite de nos gouvernements à l'ambition souvent considérée déjà comme complètement « dépassée » d'un maintien au dessous de deux degrés de l'augmentation de température de la planète par nos « élites » et de crise économique et financière, les préoccupations d'environnement qui occupaient le devant de la scène politique et médiatique au temps du Grenelle de l'environnement ont pris du plomb, dans l'aile au point que notre président de la République se sente autorisé à pouvoir affirmer sans vergogne « l'environnement, cela commence à suffire »

Et pourtant, la crise pétrolière est encore là, la précarité énergétique chez les plus pauvres des pays riches

s'étend, y compris en France, et bloque bien souvent le décollage économique et social de la majorité des habitants des pays pauvres, la perspective d'un réchauffement climatique de beaucoup plus de deux degrés avant 2100 fait planer un risque majeur à l'avenir de l'humanité et d'ores et déjà la certitude d'un désastre pour les moins fortunés de ses habitants.

Réduire le débat de politique climatique à la seule énergie et le débat énergétique au seul nucléaire, est donc une absurdité.

Mais il faut bien comprendre que cette réduction du débat au seul mix électrique arrange bien des acteurs, surtout quand, comme le fait le gouvernement actuel, avec l'appui de la Commission Énergies 2050, on fait tout pour faire oublier aux français l'accident de Fukushima. En évitant de parler du reste, on peut éviter soigneusement de s'interroger sur notre modèle d'urbanisme et de transport terriblement consommateur d'énergie fossile (même quand il marche pour une part à l'électricité). On peut éviter d'aborder l'épineuse question des économies d'énergie qui, bien que reconnues comme indispensables dans tous les discours, sont toujours proposées aux autres produits ou vecteurs énergétiques qu'à celui qui est en discussion. C'est tout particulièrement le cas pour l'électricité en France dont personne ou presque ne semble oser imaginer qu'elle pourrait, comme les autres énergies, faire l'objet d'économies... C'est ainsi que la plupart des études économiques prennent pour référence de coût d'investissement des économies d'électricité les investissements de réhabilitation thermique des locaux, alors que les potentiels d'économie se concentrent sur l'électricité spécifique et à des coûts bien moindres.

C'est donc en gardant bien en tête les nécessités de la transition énergétique qu'il faut analyser les propositions politiques actuelles et les différents rapports qui viennent, parfois un peu trop opportunément, justifier ces propositions.

C'est pourquoi il nous a paru utile d'apporter un regard critique sur l'ensemble des rapports et études qui alimentent le débat énergétique actuel et de tenter d'apporter des éléments d'appréciation aux citoyens qui vont avoir à se prononcer sur l'avenir énergétique du pays à travers leur vote aux présidentielles.